

Veille & territoires

EN QUELQUES CLICS

Hors-Série #2
octobre 2018

Innovation publique & Territoires

cget

En partenariat avec

VEILLE_URBANISME
Club des documentalistes
de la FNAU

FNAU
FEDERATION
NATIONALE
DES AGENCES
D'URBANISME

A l'occasion de la 39^e Rencontre des agences d'urbanisme qui se tiendra à Lille les 7, 8 et 9 novembre, le service de veille du CGET propose un bulletin **# Innovation publique et territoires**, pour éclairer la réflexion sur les liens et apports réciproques entre les domaines de l'innovation publique et les enjeux territoriaux.

En partenariat avec la **FNAU** et le **Club des documentalistes de la FNAU**.

Sommaire :

- Concevoir autrement les politiques publiques
- Le design de services publics
- L'innovation, un levier pour les territoires
- Co-construction et démarche participative, source d'innovation
- Les lieux de l'innovation
- Diffuser et partager une culture de l'innovation
- Agenda

[Version](#)

[PDF](#)



#Design #Innovation. De l'audace pour nos territoires.

Traits d'agences n°33, automne 2018. 28 p.

Numéro spécial 39^e rencontre des agences d'urbanisme.

Sous la bannière des deux mots : innovation et design, cette rencontre questionne les ressorts de l'innovation – et notamment de l'innovation territoriale – et la manière dont celle-ci peut nourrir un terreau de l'épanouissement local et de l'attractivité. Comment aujourd'hui les expérimentations, processus, outils et controverses du design interpellent, percolent, diffusent dans les méthodes de conduite des projets territoriaux et viennent ressourcer les politiques publiques.

Dans le cadre de cette 39^e rencontre, le **Club des documentalistes de la FNAU** propose un catalogue des publications des agences d'urbanisme, sur la période 2015-2018, structuré autour des

Concevoir autrement les politiques publiques

► L'innovation publique en débat.

Horizons publics, septembre 2018. En ligne.

Morceaux choisis de la table-ronde organisée en septembre dernier par la revue Horizons publics autour de l'innovation publique. Les différents intervenants ont donné leur vision de l'innovation, en tentant de répondre aux questions suivantes : quels modèles d'innovation publique pour aujourd'hui et pour demain ? Quel rôle pour l'État ? Comment les collectivités locales peuvent-elles développer leur propre modèle d'innovation ? Les laboratoires d'innovation sont-ils suffisants pour inscrire la transformation des politiques publiques dans la durée ? Quelle sont les nouvelles compétences nécessaires à l'administration pour engager la transformation ?

► Innovation dans le secteur public - Numéro spécial.

Revue Internationale des Sciences Administratives, 2018/2 (Vol. 84), 224 p.

L'intérêt pour l'innovation dans la pratique quotidienne de l'administration publique se retrouve dans le nombre croissant d'articles scientifiques sur la question de l'innovation. Ce numéro spécial s'interroge sur les facteurs qui ont une influence sur la capacité d'innovation et détaille différentes études de cas.

► Construire l'innovation publique.

Retour d'expérience du Département de Loire-Atlantique.

Département de Loire-Atlantique.

La Documentation française, mai 2018. 142 p.

Moderniser, innover, se réinventer... Confrontées à ces impératifs, les organisations publiques ou privées, sont nombreuses à rechercher de nouvelles façons de penser et de faire. Comment, notamment, transformer l'action publique ? Comment repenser ses pratiques et envisager différemment ses politiques publiques ?

Cet ouvrage donne à voir le parcours de la collectivité pendant ces six dernières années pour créer un cadre organisationnel favorisant la transversalité, pour nourrir la dynamique de changement par de nouvelles expertises et façons de faire, pour embarquer progressivement les agents...

Comment faire pour que l'intelligence collective s'incarne dans des projets ? Comment accompagner et anticiper les changements sociétaux, techniques, économiques ? Comment mettre en mouvement une telle organisation ? Quel est le rôle d'un laboratoire d'innovation publique ?

► Manifeste pour l'innovation publique. Concevoir autrement les politiques publiques.

SGMAP, mai 2017. 8 p.

Dans son manifeste, le SGMAP (aujourd'hui devenu DITP) liste sept principes pour développer l'innovation dans la culture de l'administration française : partir des besoins des usagers et citoyens/ coproduire : associer les parties prenantes autour de solutions concrètes/ décroïsonner les structures et les méthodes/ agir/ tester : c'est la méthode agile/ et se donner « le droit à l'erreur », un concept popularisé dans le sillage de celui d'organisation apprenante.

► Fostering Innovation in the Public Sector.

OECD, 2017. 254 p. [en anglais]

L'innovation dans le secteur public consiste à trouver de nouveaux moyens plus efficaces pour atteindre les objectifs publics. Ce rapport examine comment les différents aspects de la gouvernance du secteur public peuvent soutenir une telle innovation à toutes les étapes de son cycle de vie, de l'identification des problèmes à la génération d'idées, l'élaboration de propositions, la mise en œuvre et l'évaluation de projets et leur diffusion plus large dans l'ensemble de l'organisation.

► **Policy Labs for public innovation. Exploring new ways of mandating change.**

Nesta, Jesper Christiansen (Senior Programme Manager). Oct. 2016. 30 p.

Intervention de Jesper Christiansen, senior programme manager au Nesta, durant le Lab connections organisé par la Commission Européenne en mars 2016. Qu'il s'agisse de l'utilisation des connaissances, de la planification, des achats, du financement ou des ressources humaines, l'incapacité des gouvernements à améliorer leurs outils a conduit les approches politiques traditionnelles à une crise et à un manque d'action efficace. Il présente les Laboratoires politiques, approche novatrice pour aider les administrations publiques à élaborer de meilleures politiques.

Découvrir **Nesta, fondation britannique pour l'innovation**

► **Pourquoi évaluer les démarches d'innovation publique par le design?**

Sylvine Bois-Choussy, 27ième Région. Juin 2018. En ligne

Signe d'un secteur qui foisonne, se développe, s'hybride, de plus en plus d'acteurs du design des politiques publiques se posent aujourd'hui la question de leur impact : collectivités et acteurs publics, praticiens, designers et agences, chercheurs, cabinets de conseils spécialisés en évaluation, etc. Pour explorer cette question, la 27° Région a mené une série d'interviews d'agents, designers, évaluateurs, etc. Quelles sont les pratiques d'évaluation et de mesure d'impact, existantes ou à développer? Qu'aimerait-on mesurer ? Quels pourraient être les premiers pas pour ceux qui souhaitent mieux comprendre le déroulement, les impacts et les effets de tels projets ? Pour cerner le champ, ils se sont intéressés aux projets qui ont fait l'objet d'un travail de design des politiques publiques, seul ou en association avec d'autres approches.

A découvrir

Une veille sur l'innovation publique

Réalisée par les centres de documentation de l'ENA (Ecole nationale d'administration) et de l'ENSCI (Ecole nationale supérieure de création industrielle), en lien avec les besoins de la chaire "innovation publique", cette plateforme de veille propose le suivi des thématiques innovation sociale, territoriale ; design des politiques publiques ; nudge ; transition numérique dans l'administration, etc.

L'Actu de la transfo publique

Newsletter de la Délégation interministérielle à la transformation publique (Ditp) sur l'innovation publique et les projets de transformation au sein de l'administration.

Inscription gratuite.

Le design de services publics

► **L'innovation à tous les étages / L'innovation en pratique.**

2 dossiers de La Gazette des communes, actualisés septembre 2018. En ligne

Pour s'adapter aux nouveaux usages et optimiser le service public, les collectivités font de plus en plus appel à l'innovation via les méthodes de design de service public, qui placent l'utilisateur et ses besoins au cœur des réflexions. Immersion, coconstruction et tests sont les maîtres mots de cette démarche, qui est portée, dans les collectivités, par des services « prospective-innovation » ou par le biais de laboratoires d'innovation publique. Mais utiliser le design de service public est un vrai bouleversement pour les collectivités : usagers, agents, partenaires et élus sont tous placés au même niveau. Et les outils mis en œuvre stimulent ainsi la créativité de tous.

► **La démarche design, une pratique innovante au service du territoire.**

Agence de développement et d'urbanisme de Lille Métropole

Le 4 Pages de l'Agence #24, juin 2018. 4 p.

Le design s'invite depuis plus d'un siècle au cœur de notre vie quotidienne. Il est également, depuis ces dernières années, au centre des réflexions, comme une manière de repenser notre rapport à notre

société et au monde. Il est d'ailleurs de plus en plus présent dans le champ de l'urbain et offre des perspectives nouvelles dans la manière de fabriquer notre environnement et la ville en particulier.

► **Les formes d'innovation publique par le design : un essai de cartographie.**

Weller Jean-Marc, Pallez Frédérique

Sciences du Design, 2017/1 (n° 5), p. 32-51.

Depuis une dizaine d'années, les services publics introduisent des démarches d'innovation d'un genre inédit, rompant formellement avec les réformes managériales jusqu'alors déployées. Si les formes concrètes que peuvent prendre ces initiatives semblent variées, elles n'en investissent pas moins des techniques partageant un même air de famille et se placent volontiers sous la bannière du « design de service ». Mais selon quelles modalités ? Sur la base de quelles problématiques ? Avec quelles visées et quel contenu ? Dans le cadre d'un projet ANR de recherche entièrement consacré à ces nouvelles formes d'innovation publique (FIP), les auteurs de cet article se proposent de brosser à grands traits les contours de ce paysage inédit. En recensant plus de 200 cas menés depuis les dix dernières années dans des institutions publiques très diverses, l'enjeu est ici de fournir aux lecteurs un descriptif du phénomène d'émergence de ces innovations « par le design », depuis lequel quatre types de FIP sont mises en évidence.

► **Design des usages, usages du design : quelles opportunités, quels usages ?**

Nadège Guiraud, 27° Région, mars 2017. En ligne.

Retour d'expériences partagé sur l'usage du design dans la co-construction des politiques publiques et la soutenabilité des démarches de design de services, autour des projets de la Ville de Nantes et Nantes Métropole qui ont conduit plusieurs projets participatifs avec les apports du design de services. Un dossier documentaire est proposé en complément, permettant de nourrir le débat et d'identifier les ressources mobilisables pour accompagner le développement de ce type de démarches à Nantes comme ailleurs.

► **Le design est-il soluble dans l'administration ? Trois trajectoires d'institutionnalisation de l'innovation publique.**

Coblence Emmanuel, Vivant Elsa

Sciences du Design, 2017/1 (n° 5), p. 52-68

L'article porte sur l'institutionnalisation – à travers un dispositif organisationnel dédié – de démarches de design dans les services publics. L'analyse s'appuie sur l'étude de trois dispositifs d'innovation publique en France à trois niveaux administratifs différents (État, région, département). L'article montre que, au-delà de processus d'émergence comparables, l'ancrage, le développement, et la légitimité des Équipes Dédiées à l'Innovation (EDI) sont dépendants de tactiques organisationnelles. Surtout, leur institutionnalisation repose sur une « métabolisation » du design spécifique à chacune d'entre elles, qui leur a permis d'enrôler des acteurs-clés, élus et managers notamment. Les auteurs concluent sur l'intérêt de cette stratégie pragmatique et prudente des EDI, manipulant une conception très plastique du design, qui leur permet peut-être d'avancer sur la voie d'une hybridation des bureaucraties publiques.

A découvrir

POC book – proof of concept – Collectivités.

L'Agence de développement et d'urbanisme de Lille Métropole a co-produit avec le Comité d'organisation Lille Métropole Capitale mondiale du design 2020, le Proof Of Concept Book « Collectivités » qui présente comment le design peut rendre service aux collectivités. Un guide d'action de 10 tactiques illustrées fournit des exemples de concrétisation.

2018. 35 p.

École Boule, 12 projets pour Rennes Métropole.

Les douze projets, présentés lors de l'exposition « Et si... », abordent des sujets qui concernent tous

les habitants de Rennes et les passants. Les travaux des étudiants de l'École Boule du DSAA Territoires Habités livrent une matière inédite pour nourrir les réflexions du projet urbain « Rennes 2030 ».

AUDIAR, décembre 2016. 24 p.

Les impacts de la politique design de Saint-Etienne Métropole.

Saint-Etienne Métropole a sollicité Epures, l'agence d'urbanisme de la région stéphanoise, pour réaliser une étude socio-économique des impacts qualitatifs et quantitatifs de la politique de design sur le territoire de Saint-Etienne Métropole. L'objectif étant d'en analyser les retombées, de mesurer l'efficacité de cette politique et ses impacts d'images pour le territoire.

Epures, janvier 2015. 132 p.

L'innovation, un levier pour les territoires



► Carrefour des innovations sociales

Les projets socialement innovants se multiplient dans les territoires. Ils créent de nouveaux services et de nouvelles solidarités. L'ambition du Carrefour des innovations sociales est de repérer et mettre en commun projets et outils pour donner une vision précise de l'innovation sociale en France.

Lire l'interview de ses concepteurs

Ce moteur de recherche en open source, initié par le **CGET** et la **Fonda**, présente sa **nouvelle version ce 30 octobre 2018**.

► Innovation : et si on en parlait 10 minutes ?

Urbis le Mag, #1 à #10, été 2018. En ligne

Pour partager des visions d'avenir, des tendances et des projets innovants pour la ville de demain, Urbis le Mag organisait le 1er juin dernier une journée intitulée « L'innovation : et si on en parlait 10 minutes ? ». Les visions d'avenir présentées ce jour-là par Ludovic Valadier, Magali Castex, Sandra Moatti,...etc, sous la forme de prises de parole courtes et dynamiques sont à retrouver, une par une, sur le site, synthétisées ou filmées dans leur intégralité.

Urbis le Mag sera partie prenante de la 39e Rencontre nationale des agences d'urbanisme, Vanessa Delevoe, rédactrice-en-chef, animera un atelier entièrement dédié à l'innovation urbaine, sous toutes ses formes.

► Les campagnes européennes : espaces d'innovations dans un monde urbain.

Margetic Christine, Roth Hélène, Pouzenc Michael, et al.

Presses universitaires du Midi, 2018

Une réflexion en termes d'innovation permet de mettre l'accent sur les changements, intentionnels ou non, mis en œuvre pour répondre à la demande « urbaine », c'est-à-dire aux évolutions de la société dans son ensemble. Vécue soit comme l'adaptation à une contrainte, soit comme la mise à profit d'une opportunité nouvelle, elle est un processus qui peut porter sur la mise en œuvre de technologies, sur les pratiques et les usages sociaux, comme sur les modalités d'organisation et d'évaluation des espaces et des territoires. Quels sont les moteurs et les porteurs de l'innovation ? La trajectoire de ces innovations ? Les clés de lecture ? Certains cadres territoriaux sont-ils plus propices pour l'émergence et la diffusion des innovations dans les campagnes d'Europe ?

Introduction

Table des matières

► L'innovation dans les territoires périurbains ou ruraux ? Pour un changement de paradigme !

Besson Raphaël, Brouillard Julien

Nectart, 2018/2 (N° 7), p. 110-121

Les quartiers prioritaires de la politique de la ville ainsi que de nombreux territoires périurbains et ruraux se positionnent comme des lieux d'innovation et d'invention de solutions alternatives en matière de services publics, de développement agricole, de mobilité, de technologies et d'usages numériques ou de gestion des ressources. Ils s'approprient toute une « culture de l'innovation », avec comme perspective la transformation des politiques d'innovation territoriale. Des démarches récentes entérinent le fait que ces territoires peuvent devenir des places fortes numériques, dès lors qu'ils sont appréhendés non pas du point de vue de leurs handicaps, mais de leurs atouts. C'est le cas par exemple de la ville de Vitry-sur-Seine, étude à l'appui.

► Des villes en décroissance : de la reconnaissance à l'émergence de stratégies urbaines alternatives. Synthèse du séminaire Altergrowth - 19 janvier 2018.

PUCA, août 2018. 43 p.

La France se distingue très clairement de l'Allemagne et des États-Unis en ceci qu'il n'existe aucune politique publique de gestion de la « décroissance », bien que ce phénomène y soit très présent depuis quelques années. La thématique de la décroissance, difficile à porter politiquement pour les élus locaux, peine à trouver sa place dans un contexte national centré sur l'accompagnement de la croissance et le renforcement des métropoles. Toutefois, ces contextes sont aussi souvent le terreau de politiques et de pratiques innovantes fondées sur une forte participation habitante et associative, notamment à travers la réappropriation des espaces vacants. L'analyse de trois cas de mobilisations sociales à Grande-Synthe, Cleveland et Saint-Étienne souligne ce dynamisme, tout en nuanciant l'hypothèse de départ : si ces initiatives constituent des expériences originales et participatives de développement urbain, elles ne sont pas à proprement parler des « alternatives », en cela qu'elles ne rompent pas totalement avec les objectifs de croissance.

► Smart city : "fiction" et innovation stratégique.

Ghorra-Gobin, Cynthia (ss. la dir.)

Quaderni, n°96, 2018/2. 128 p.

Ce dossier se situe à l'intersection de différentes approches de sciences humaines et sociales. Il a pour objectif de questionner le slogan 'smart city' utilisé non seulement par des ingénieurs des techniques numériques mais aussi par des responsables politiques, des professionnels de l'aménagement urbain et des chercheurs. Il tente de répondre à l'interrogation suivante : la 'smart city' relève-t-elle d'un récit de « fiction » au service d'une innovation technique – qui tout compte fait se limite à l'optimisation de services urbains – ou faut-il plutôt l'interpréter comme une innovation majeure autorisant la fluidité de la ville en cours de recomposition spatiale, sociale et économique sous l'effet de la mondialisation et de la révolution numérique ?

► De la Smart city à la Région intelligente.

Institut d'aménagement et d'urbanisme de la région Ile-de-France (IAU)

Cahiers de l'iau île-de-France, n°174, novembre 2017. 160 p.

Big data, e-tourisme, smart-grids, e-commerce, habitat intelligent, aménagement numérique, e-santé, coworking... La révolution numérique débarque dans nos villes et dans nos vies. Elle change notre manière de travailler, d'habiter, de se déplacer, de se soigner, de vivre la ville, de la concevoir. Elle offre aussi de nouvelles opportunités économiques et devient un enjeu d'attractivité des métropoles. Pour autant, il est encore difficile pour beaucoup d'entre nous - aménageurs, élus, citoyens - de se représenter toutes les conséquences de ces multiples transformations sur notre quotidien et sur les territoires où nous vivons. L'IAU donne la parole à ses experts afin d'apporter des réponses à ces questions. L'ouvrage montre les différentes facettes d'une Île-de-France qui, spontanément, se

métamorphose avec le numérique et qui peut, grâce à l'action concertée de l'initiative privée et des politiques publiques, devenir demain une région intelligente pour tous les Franciliens.

► **Innover pour faire la ville autrement.**

Agence de développement et d'urbanisme de Lille Métropole

Le 4 Pages de l'Agence, #22, avril 2018. 4 p.

Face aux grands défis sociétaux comme le changement climatique et l'ère du post-carbone, le vieillissement de la population ou la raréfaction de fonds publics, l'innovation apparaît comme une des clés principales pour trouver des réponses adéquates. Aujourd'hui, innover est particulièrement nécessaire pour changer durablement nos manières de produire, d'habiter, de consommer, de se déplacer. Les enjeux liés à l'innovation ne sont pas limités au renforcement du développement économique, mais ils sont multiples.

► **ESS, territoire et régime de solidarité : l'innovation sociale comme levier pour une « ville solidaire » ?**

Richez-Battesti Nadine, Vallade Delphine

Management & Avenir, 2017/7 (N° 97), p. 105-127.

L'Économie Sociale et Solidaire joue un rôle stratégique pour les territoires dans lesquels elle est ancrée et les acteurs publics avec lesquels elle coopère. L'article montre comment les initiatives solidaires contribuent à reterritorialiser la ville, à décloisonner les segmentations économiques et renouveler les normes entrepreneuriales. Elles participent de l'émergence d'une ville solidaire et du renouvellement du régime de solidarité.

► **Terres d'innovations. Paris - Métropole du Grand Paris - Région Île-de-France.**

Institut d'aménagement et d'urbanisme de la région Ile-de-France (IAU), Atelier parisien d'urbanisme (APUR), 2017. 87 p.

En juin 2017 s'ouvre à Paris, Station F, le plus grand incubateur de start-up au monde réutilisant les 34 000 m² d'un site symbolique et historique, la halle Freyssinet. Véritable cathédrale high-tech, Station F symbolise le bouillonnement créatif qui secoue la région dans tous les domaines - numérique, écologique, industriel, scientifique... -, du cœur de Paris aux territoires ruraux, en passant par la petite couronne. L'Apur et l'IAU ont choisi d'associer leurs compétences pour explorer cette transformation et saisir les spécificités des dynamiques en cours. Il ressort de leurs observations que Paris, les Territoires, la Métropole du Grand Paris (MGP) et l'Île-de-France disposent d'un système d'innovation d'une incroyable diversité qui explique le dynamisme des projets et acteurs. La concentration à hauteur de 43 % des entreprises françaises de croissance n'est donc pas le fruit du hasard, mais bien la résultante des transformations opérées depuis longtemps et accélérées ces dix dernières années par les acteurs publics franciliens.

► **Innovation et territoires. Les limites de la « métropolarisation » en France.**

Godet Michel, Jarry Bruno, Chabaud Didier

Population & Avenir, n° 738, 3/2018. pp.4-7

Le développement local dépend de l'innovation dans les territoires. Est-ce seulement une question de valorisation des outils technologiques ? Est-ce seulement une question d'organisation institutionnelle des territoires ? S'appuyant sur un séminaire de l'Académie des technologies sur le thème « Technologies et territoires d'innovation », les auteurs proposent leurs analyses et s'interrogent sur les dynamiques territoriales et les dynamiques d'innovation en France.

► **Une banque de l'innovation sociale au service de l'expérimentation dans les territoires.**

CGET, DUPONT Emmanuel, PACHOD Bénédicte

En Bref, n° 37, 4/2017. 4 p.

Avec des milliers d'initiatives innovantes qui voient le jour partout en France, l'innovation sociale connaît un développement sans précédent.

Afin de recenser les initiatives les plus emblématiques et de les faire connaître, le Commissariat général à l'égalité des territoires (CGET) et la Délégation interministérielle à l'Économie sociale et solidaire (Diess), associés à un collectif d'une quarantaine de porteurs de projets, ont développé une plateforme de mutualisation des bonnes pratiques, qui sera accessible en ligne dès l'automne 2017.

► Étude sur l'innovation dans les quartiers de la politique de la ville.

CGET, Algoé, 2017. 136 p.

Cette étude, conduite autour d'une centaine d'initiatives sur le terrain entre 2015 et 2016, dresse un état de lieux et observe les processus d'innovation dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV). Malgré le déficit des facteurs classiques, les quartiers prioritaires regorgent d'innovations qui répondent aux besoins sociaux et aux enjeux sociétaux qui y sont peu ou mal satisfaits. On y trouve aussi des innovations technologiques, de services, de produits... Très souvent, les projets combinent différents types d'innovations. Les parcours des innovateurs issus des quartiers ne sont pas semblables à ceux d'autres acteurs : les difficultés rencontrées (moins de sécurité financière, moins d'accès aux réseaux d'affaires, discriminations...) constituent des obstacles fréquents. Cette étude s'est traduite par un diagnostic des dynamiques et par des préconisations. En matière d'action publique, notamment, il apparaît nécessaire d'adapter la détection et l'accompagnement des innovateurs des QPV pour améliorer les chances de réussite de leurs projets et optimiser leur effet d'entraînement localement.

► L'innovation territoriale, entre gouvernance et apprentissages.

Management & Avenir, 2017/7 (n° 97), p. 97-167.

L'objectif de ce cahier est de faire un point sur les différentes formes que prend l'innovation territoriale (pas-à-pas, incrémentale, radicale, organisationnelle, technique, cognitive...) pour gérer le territoire, le construire, faire face à et piloter les tensions ou conflits... Il s'agit de traiter de la manière dont l'entrée territoriale offre une nouvelle perspective pour penser la question de l'innovation, vue, analysée, racontée par différentes disciplines et à partir de situations de terrain et d'exemples appliqués.

► L'innovation au pouvoir. Pour une action publique réinventée au service des territoires.

Rapport à Marylise Lebranchu, Ministre de la décentralisation et de la fonction publique.

Akim Oural, SGMAP, 2015. 110 p.

L'objectif de la mission était de recenser des innovations publiques conduites au cœur des territoires par les collectivités, afin de faire des propositions pour améliorer l'environnement dans lequel ces acteurs peuvent développer et pérenniser des projets innovants.

A découvrir

Datagences Bretagne

Datagences Bretagne est le fruit d'un travail commun des 5 agences d'urbanisme et de développement bretonnes organisées en fédération régionale (ADEUPa, Audélor, Audiar, Quimper Cornouaille Développement et Côtes d'Armor Développement). Outil collaboratif, ouvert à tous, ce portail vise à apporter une meilleure connaissance des territoires et participe à l'identification des enjeux et au choix des orientations qui structureront les stratégies de développement de l'ensemble des acteurs bretons.

Co-construction et démarche participative, source d'innovation

► Quand l'innovation publique devient collaborative.

Dossier CNFPT, janvier 2018. En ligne

Comment concevoir des politiques publiques locales encore plus efficaces et en adéquation avec les attentes et besoins sociaux ? La question de l'innovation publique n'est pas neuve... En revanche, la

manière dont les acteurs publics l'abordent actuellement rompt radicalement avec les démarches qu'ils privilégiaient jusqu'alors. Bienvenue au pays de l'innovation collaborative...

Le CNFPT présente les méthodes agiles du co-design qu'il utilise non seulement pour développer une offre formative toujours mieux adaptée aux attentes des agents mais aussi pour aider les collectivités territoriales à innover en apprenant avec elles à co-construire.

Le dossier donne aussi la parole à différents acteurs « accélérateurs d'innovation ».

► **Innovations dans les projets urbains. Implication des acteurs, vers une fabrique collaborative de la ville.**

Antoine Chèvre, Clémence Vidal de la Blache, Marie-Alexandra Coste

***Urbanisme*, supplément au n° 410, octobre 2018. pp.12-14**

L'AFD a fait du soutien à l'innovation l'une de ses priorités. Les villes des pays en développement et émergents ont beaucoup à nous apprendre en la matière. L'article présente notamment des laboratoires d'initiatives citoyennes de différents pays.

► **L'économie collaborative, réservoir d'innovations pour les territoires.**

IAU, Carine Camors, Cristina Lopez

***Note rapide Économie*, n° 782, juillet 2018. 6 p.**

Avec le développement des réseaux numériques, mais aussi des tiers lieux, des millions d'individus peuvent aujourd'hui partager, mutualiser, s'entraider, favorisant l'émergence d'une économie collaborative. Une manière de travailler, de consommer et de produire qui révèle d'autres aspirations : une quête de sens, une envie de dépasser les contraintes comme la précarité économique, le changement climatique, la perte de lien social. La France est aujourd'hui l'un des leaders de cette économie.

► **Le service public citoyen.**

DUAN Paul

Fondation The Digital New Deal, juin 2018. 43 p.

Les nouvelles technologies offrent les moyens à tout citoyen d'agir à grande échelle et dans un laps de temps réduit. Il est désormais possible pour chacun d'innover au service de l'intérêt général, et de construire ensemble un monde de demain profitable à tous. Pourtant, aujourd'hui, l'innovation technologique profite majoritairement aux intérêts privés, et les innovations sociales – aussi prometteuses soient elles – peinent à atteindre une envergure à la hauteur des enjeux de société. Cette note propose de construire une nouvelle forme de service de l'intérêt général, dans laquelle chaque citoyen peut participer à la construction du service public, en couplant l'innovation issue de la société civile avec les forces et les garanties de l'État et des collectivités.

► **Les « Ateneus de Fabricació » barcelonais et les « Laboratorios ciudadanos » madrilènes. Une nouvelle approche de l'innovation urbaine ?**

Raphaël Besson

***Géographie, économie, société*, 2018/1 (vol.20). pp.113-141**

Sur fond de crise économique persistante, de protestations citoyennes issues du mouvement des indignés à Madrid, et d'ascension du parti politique Podemos (« nous pouvons »), les « Laboratorios ciudadanos » madrilènes et les « Ateneus de Fabricació » barcelonais réinventent les contours de l'innovation urbaine. Face aux logiques de concentration et de planification des quartiers créatifs et innovants, les Laboratoires citoyens et les Athénées de fabrication défendent le caractère endogène, informel et inattendu de leur développement. Ils ne reposent pas sur des politiques d'attractivité exogène d'une « classe créative », mais tentent de s'encaster dans le tissu socioéconomique et culturel des quartiers qui les ont vus naître. Pour mieux comprendre la portée théorique et empirique de cette nouvelle génération de Systèmes Urbains Cognitifs (Besson, 2012), l'auteur propose une première analyse des Athénées de Barcelone et des laboratoires citoyens madrilènes. L'enjeu: extraire de ces

expériences espagnoles, des enseignements utiles à la refonte de nos politiques d'innovation urbaine, tout en analysant les limites de ces modèles émergents.

► Métropole AMP/Agam/Aupa/thecamp. La fabrique du projet : Acte 1

Agence d'urbanisme de l'agglomération marseillaise (AGAM), mars 2018. 116 p. + 48 p.

« La Fabrique » du projet métropolitain d'Aix-Marseille-Provence est la première étape d'un cheminement qui a associé de manière inédite les élus, le conseil de développement et thecamp, ainsi que les agences d'urbanisme et les équipes techniques de la Métropole. La Fabrique est synthétisée dans un document qui relate et illustre le travail de construction collective, mené tout au long de l'année 2017.

► Co-construction territoriale.

LE RAMEAU (laboratoire de recherche appliqué sur les alliances innovantes au service du bien commun). En partenariat avec le CGET, la CDC, la Fédération nationale des Caisses d'épargne, 2017. 96 p.

Face aux enjeux économiques, sociaux, environnementaux et sociétaux, un mouvement de co-construction s'accélère depuis une dizaine d'années. Le nombre de partenariats multi-acteurs – collectivités territoriales, entreprises, associations – se multiplie. Cette dynamique favorise l'innovation, la performance des organisations, et le développement de la confiance, moteur d'engagement des personnes. Elle s'incarne sur les territoires, où de nouveaux modèles de co-construction territoriale sont en émergence. Cette dynamique est plébiscitée par l'ensemble des acteurs territoriaux. 69% des Français, 81% des dirigeants d'entreprise, 86% des responsables associatifs et 87% des maires pensent que les partenariats sont source d'innovation pour réduire les fragilités et faire émerger de nouveaux moteurs de croissance et d'emploi.

Outil d'aide à la décision fondé sur le retour d'expériences de pionniers, le référentiel « co-construction territoriale » présente les enseignements de la recherche du RAMEAU sur la création d'écosystèmes favorables aux alliances dans les territoires.

► Vers un urbanisme collaboratif.

FNAU

Gallimard, Collection Points Fnau - Alternatives (n° 8), octobre 2017. 144 p.

Un relatif consensus émerge sur la nécessité d'intégrer les individus dans les projets d'aménagement et sur cette transformation dans la représentation du citoyen-habitant-usager et dans le rôle de l'individu comme « partie prenante » du territoire (et plus seulement, comme bénéficiaire ou consommateur passif). Pourtant un décalage reste de mise entre les discours et leur concrétisation – décalage qui contribue à exacerber attentes et frustrations, au sein d'une société civile dont les capacités d'organisation montent par ailleurs en puissance. Mode essentiel du dialogue entre décideurs et citoyens, la concertation autour des politiques publiques et des projets urbains ne semble plus à la mesure de l'enjeu. Dorénavant, il faut inverser le regard pour considérer l'ensemble des acteurs du territoire – institutionnels, économiques, associatifs ou particuliers -, comme autant de ressources et de moteurs pour son développement. Cette reconfiguration des rôles ne va pas de soi. Elle impose de revisiter les bases communes de réflexion et d'action collective. Les agences d'urbanisme disposent d'une longue et solide expérience du « faire avec » les institutions, mais aussi la sphère économique. Désormais, elles contribuent à la construction d'un savoir-faire professionnel, susceptible de faciliter l'émergence d'un « faire avec » les individus – usagers, habitants et citoyens.

► Sharitories. Mettre les pratiques collaboratives au service des villes moyennes.

Le Lab OuiShare & Chronos, octobre 2017. 58 p.

Trop longtemps les villes moyennes ont été oubliées, mises à l'écart des retombées économiques de la mondialisation. Partout en Europe, l'écart se creuse entre des métropoles influentes et des villes intermédiaires qui font face à des enjeux forts d'attractivité, de dynamisme économique, de gouvernance et de résilience. L'objectif de l'exploration Sharitories consiste à analyser dans quelle

mesure les pratiques émergentes issues de l'économie collaborative peuvent être un levier de développement pour les villes moyennes, en France et en Europe. Elle vise à donner les outils nécessaires à tout acteur qui souhaite agir sur un territoire donné.

► **La ville autrement - Initiatives citoyennes, urbanisme temporaire, innovations publiques, plateformes numériques.**

Atelier parisien d'urbanisme (Apur), juillet 2017. 115 p.

La révolution numérique et l'essor de l'engagement citoyen aboutissent à l'émergence de nouveaux modes d'actions dans la ville. La puissance publique développe des outils renouvelant la participation citoyenne et le jeu d'acteurs. Des collectifs s'organisent sur des friches révélant ces lieux et de nouveaux usages. La montée en puissance de la société civile apporte des réponses concrètes aux enjeux urbains, tant online qu'offline. A partir d'entretiens auprès d'acteurs impliqués sur ces sujets, cette étude inventorie et décrit des initiatives développées dans la Métropole du Grand Paris autour de ces grands thèmes. Chaque chapitre se décline en quatre niveaux de lecture : une synthèse résumant les enjeux et enseignements, des fiches-outils décrivant les initiatives et les éléments nécessaires à leur réalisation, des cartographies, un article de mise en perspective d'un acteur.

► **50 propositions pour renforcer les démarches d'innovation participative des ministères.**

SGMAP, Futurs publics, 2014. 4 p

Ces dernières années, les démarches d'innovation participative se sont développées au sein des ministères. Ces derniers travaillent à renforcer ces démarches. Un groupe de travail interministériel s'est constitué, réunissant des porteurs opérationnels des démarches ministérielles d'innovation, collaborant avec des experts innovation issus d'entreprises publiques et privées, pour échanger sur leurs pratiques et définir ensemble des recommandations opérationnelles.

Ce partenariat entre ministères et entreprises a vu le jour dans le cadre du programme « Futurs Publics », le laboratoire d'innovation publique piloté par le SGMAP, un programme chargé notamment de mobiliser et d'animer l'écosystème de l'innovation publique.

► **Faire la ville autrement. Urbanisme tactique et participation citoyenne**

Agence d'urbanisme et de développement intercommunal de l'agglomération rennaise (AUDIAR), juillet 2014. 16 p

Comme la plupart des métropoles françaises et européennes, Rennes doit relever le défi de la conception de la ville. Conjuguer talents et créativité, histoire et innovation, proximité et rayonnement suppose de faire évoluer les pratiques. La ville doit devenir un laboratoire d'expérimentation innovant pour pouvoir sortir du carcan des cahiers des charges et des procédures d'aménagement.

Les lieux de l'innovation

► **Faire ensemble pour mieux vivre ensemble. Territoires - Travail - Numérique. Mission « Tiers-lieux et coworking ».**

Patrick Levy-Waitz, avec l'appui du CGET représenté par E. Dupont et R. Seillier.

Rapport remis le 19 septembre 2018 à Julien Denormandie, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la Cohésion des territoires.

Fondation Travailler autrement, septembre 2018. 264 p.

Le développement du numérique, les nouvelles formes de travail comme l'auto-entrepreneuriat et le télétravail, appellent à repenser les usages et ont fait émerger de nouvelles formes d'espaces : fab labs, living labs, maker places... Pour la Mission, ces tiers lieux sont des catalyseurs de développement local. La Mission a émis 28 propositions en faveur de leur développement.

► **Urban Labs : un modèle sous haute tension.**

Raphaël Besson

***The Conversation*, 18 septembre 2018. En ligne**

Dans un contexte marqué par des mutations écologiques, sociales et économiques majeures, les villes se situent au cœur des transitions. Ainsi les processus de planification urbaine ont-ils progressivement cédé le pas à un urbanisme tactique, éphémère et collaboratif. Les « starchitectes » et les ingénieurs semblent s'effacer au profit de collectifs, de « Makers » et de jardins partagés. Les habitants et les usagers se transforment en « citoyens contributeurs », le « soft » prend sa revanche sur le « hard ». Aux cadres juridiques publics et/ou privés se substitue et se construit une pensée des communs.

► **Le rôle des plateformes d'innovation dans les écosystèmes régionaux.**

Paris School of Business/Chaire newPIC pour L'Innovation Factory et Bpifrance Le Lab. Mars 2018. 174 p.

Les auteurs ont étudié treize espaces multiformes (tiers-lieux, fab labs, makerspaces, espaces de co-working, ...) installés dans sept régions de France pour comprendre leurs spécificités, leurs communautés, leurs enjeux et missions. L'étude porte sur les missions et les modes de fonctionnement des plateformes d'innovation, mais elle décrypte aussi leurs relations aux territoires à travers plusieurs dimensions. Elle vise à comprendre les relations avec les collectivités locales, la complémentarité avec les autres dispositifs territoriaux et, enfin, la manière de répondre aux besoins d'un tissu économique composé non seulement de grands groupes et de startups, mais aussi de PME et d'ETI. Ce rapport permet aussi de comprendre comment les plateformes franciliennes et parisiennes étudiées en 2017 s'adaptent aux évolutions survenues dans les douze derniers mois pour construire leurs stratégies de différenciation.

► **Les incubateurs dans la Métropole du Grand Paris : portrait de Paris&Co.**

Atelier parisien d'urbanisme (Apur), juin 2018. 20 p.

À l'occasion de l'accueil de la 1000e startup accompagnée par Paris&Co, l'Apur propose un portrait de son activité d'incubateur, un des cinq domaines d'activités exercés par cette structure originale mise en place par la Ville de Paris à la fin des années quatre-vingt-dix.

► **Fabriques numériques, action publique et territoire : en quête des living labs, fablabs et hackerspaces (France, Belgique).**

Flavie Ferchaud

Thèse de Doctorat soutenue le 5 février 2018

CNRS UMR 6590 Espaces et Sociétés (ESO), Université Rennes 2, 2018. 607 p.

Cette thèse part du constat de l'incorporation d'objets appelés « fablab », « hackerspace » ou « living lab » dans les politiques publiques. Le déploiement démultiplié de ces nouveaux « lieux » au cœur ou aux marges de l'action publique des collectivités, s'accompagne d'une sémantique associant l'innovation, l'entrepreneuriat, la flexibilité et la créativité. Cette thèse démontre qu'au-delà de ces effets rhétoriques et de la fascination qu'ils exercent (mais qui s'explique), ces objets de politiques publiques constituent une des réalités de l'action métropolitaine, sous différents registres et modalités. En se distançant des discours laudatifs qui accompagnent leur émergence, la thèse fait de l'analyse de leurs rapports au territoire et de leurs prises avec les dynamiques de l'espace urbain son objet central ; relativisant leur portée en termes d'intégration et d'ouverture, autant que leur rôle dans la transformation des politiques urbaines locales.

À une première enquête en France portant sur les hackerspaces, les fablabs et les living labs succède une enquête comparative à l'échelle européenne (Rennes et Toulouse en France, Gand en Belgique).

► **Les espaces de travail collaboratifs et innovants. Levier de développement économique des collectivités locales.**

ADCF, ADGCF, Cabinet Deloitte. 2017. 20 p.

Dans le prolongement de leur baromètre sur la gestion immobilière des intercommunalités réalisé en 2016, Deloitte, l'Assemblée des Communautés de France (AdCF) et l'Association des Directeurs

Général des Communautés de France (ADGCF) ont renouvelé leur collaboration en 2017 pour mener une enquête portant sur les espaces de travail collaboratifs et innovants auprès des intercommunalités françaises.

L'enquête menée auprès des intercommunalités de plus de 45 000 habitants met en lumière l'essor de ces espaces de travail collaboratifs et l'importance croissante accordée à l'innovation dans leur mise en place. Créés pour favoriser l'emploi, le développement et l'ancrage des entreprises du territoire, ces espaces font partie intégrante de la stratégie de développement économique des intercommunalités. Ils s'intègrent à l'offre d'immobilier d'entreprise présente sur les territoires dans une logique de « parcours résidentiel » de l'entreprise. L'étude souligne enfin l'existence de marges de manœuvre pour améliorer la gestion de ces espaces et diversifier les modalités de collaboration au sein de l'écosystème, notamment avec les acteurs de l'enseignement supérieur, de la recherche et de la sphère privée.

► Rôle et limites des tiers-lieux dans la fabrique des villes contemporaines.

Raphaël Besson

Territoire en mouvement Revue de géographie et aménagement, 34 | 2017. En ligne

La notion de tiers-lieux se développe de manière essentiellement empirique. Elle recouvre des réalités multiples, comme des projets de coworking spaces, de living labs et de fab labs. Certains tiers-lieux s'intéressent tout particulièrement à la ville et aux nouvelles conditions de la fabrique urbaine. En s'appuyant sur des méthodes d'innovation ouverte et le potentiel des outils numériques, ces tiers-lieux défendent l'idée d'un urbanisme qui ne soit plus le patrimoine exclusif d'experts, mais qui soit co-produit avec les habitants et les utilisateurs des villes. Ils défendent un droit à l'infrastructure des villes, que cette infrastructure soit matérielle ou immatérielle. Pour interroger le rôle et la portée des tiers-lieux dans la fabrique des villes contemporaines, les auteurs s'appuient sur l'analyse d'un ensemble de tiers-lieux français et espagnols positionnés sur le thème de l'urbanisme. L'analyse permet de mieux comprendre le rôle des tiers-lieux dans la production urbaine. Elle met également en exergue les difficultés de construction d'une politique urbaine de tiers-lieux. (Marseille, Paris, Barcelone, Grenoble, Lyon, Madrid)

► Les tiers lieux : de nouveaux espaces pour travailler autrement.

Institut d'aménagement et d'urbanisme de la région Ile-de-France (IAU), Ecole Nationale des Ponts et Chaussées. *Note rapide sur l'économie, n°755, septembre 2017. 6 p*

Le nombre de tiers lieux a explosé depuis 2010. Ce foisonnement est le reflet à la fois de la dynamique entrepreneuriale sur le territoire francilien et des mutations à l'œuvre dans les pratiques de travail. Ces espaces incarnent aussi une approche renouvelée des lieux de l'innovation, qui mettent le « faire » au cœur de leur modèle.

► Les nouveaux lieux de l'innovation, un laboratoire métropolitain.

Agence d'urbanisme de l'agglomération marseillaise (AGAM)

Regards de l'Agam n° 62 – ECONOMIE, août 2017. 12 p.

L'émergence d'une nouvelle génération de salariés dans la veine des «makers», plus urbaine, flexible, et issue de la révolution digitale, est à l'origine de nouveaux modes de travail incitant à repenser en profondeur les stratégies d'attractivité des territoires.

Depuis une dizaine d'années, les principales métropoles de France et d'Europe ont commencé à intégrer dans leurs stratégies économiques la prise en compte de ces nouveaux besoins, sources d'opportunités et d'attractivité.

► Public policy labs in European Union members states.

Fuller Matt, Lochard Anna, Conseil & Recherche, 27e Région

Publications Office of the European Union, 2016. 22 p.

Les Policy Labs sont des structures émergentes qui élaborent des politiques publiques de manière innovante et axée sur le design, notamment en faisant participer les citoyens et les entreprises du secteur public. Il existe actuellement un certain nombre de Policy Labs dans quelques États membres

de l'Union européenne. Le Centre de recherches européennes sur les politiques du Centre commun de recherche de la Commission européenne a demandé la création d'une carte et d'un rapport de présentation des laboratoires de politiques de l'Union européenne par Conseil & Recherche et la 27e Région. Il s'agit d'un document vivant qui peut évoluer et se développer au fil du temps pour refléter les progrès, la diversité et l'évolution des Policy Labs en Europe.

A découvrir : des exemples de laboratoires d'innovation publique

- ▶ **110 bis, le lab d'innovation de l'Education nationale**
- ▶ **Le LAB Pôle Emploi**
- ▶ **Le Lab' de France Stratégie**
- ▶ **TiLab. Le Laboratoire régional d'innovation publique de la région Bretagne**
- ▶ **Le Laboratoire d'innovation publique - Région Provence-Alpes-Côte d'Azur**

Diffuser et partager une culture de l'innovation



▶ Initiation à l'innovation publique

Une demi-journée d'initiation pour découvrir les grands principes de l'innovation publique, échanger avec des praticiens et réfléchir collectivement aux enjeux et leviers de transformation de l'action publique.

Organisée par LIEN (Lieu d'Innovation et d'Expérimentation Nationale) du CGET et le Lab 110 bis, laboratoire public du ministère de l'Education Nationale,

le vendredi 23 novembre 2018, de 9h15 à 12h45

Au Lab110bis, Paris 7ème.

▶ *Informations et inscription*

▶ Créer des services publics numériques innovants : le MOOC

DINSIC / CNFPT

MOOC lancé par beta.gouv.fr, incubateur de services numériques au sein de la direction interministérielle du numérique et du système d'information et de communication de l'État (DINSIC) et le Centre national de la fonction publique territoriale (CNFPT). L'objectif est de permettre aux agents publics désireux d'innover de se lancer.

Les cours seront accessibles à la carte en se connectant à la plateforme FUN, du **15 octobre au 30 novembre 2018**. Les apprenants seront formés par les membres de la communauté beta.gouv.fr en 5 séquences thématiques.

▶ Web-série "Les éclaireurs de la transfo"

Délégation interministérielle à la transformation publique (Ditp)

La DITP vient de lancer une nouvelle web-série "Les éclaireurs de la transfo" pour témoigner, dans un format dynamique et participatif, de la capacité d'acteurs publics à se mobiliser ensemble de manière inédite pour devenir entrepreneurs de la transformation de leurs administrations : mettre l'utilisateur au centre, libérer la créativité, faire plus simple, être transparent sur les résultats, faire confiance. Au programme, des vidéos dans lesquelles des agents témoignent face à la caméra pour livrer leurs idées, des conseils et des encouragements.

▶ Le MOOC « Comment faire un laboratoire d'innovation publique ? »

Futurs Publics

Formation-action proposée par l'équipe Futurs Publics (DITP), ce MOOC vous guide, pas à pas, dans la création de votre laboratoire et dans l'acquisition de nouveaux savoirs. Il porte une ambition collective : partager les bonnes pratiques afin d'améliorer le service rendu aux usagers et rendre l'action publique plus efficace. En un mot : concevoir autrement les politiques publiques !

► **Chaire partenariale en innovation publique ENA/ENSCI**

ENA / ENSCI

Numérique, participation, capacité à innover, l'action publique s'engage dans un mouvement de transformation forte, pour répondre aux attentes renouvelées des citoyens, de la société et des agents publics. Pour comprendre et accompagner ces transformations, l'École nationale d'administration (ENA) – qui forme le haut encadrement de l'État – et l'École nationale supérieure de création industrielle (ENSCI) – qui forme des designers, et explore les formes émergentes de l'innovation –, ont engagé ensemble un programme d'expérimentations, de recherche et de formation.

► **Accompagnement au changement d'échelle des projets locaux socialement innovants - Analyse des rôles de l'acteur public.**

Etude pour le CGET

5eme POLE, CGET, novembre 2017. 60 p.

Afin de faire bénéficier des innovations sociales au plus grand nombre et d'en amplifier les impacts, le processus de changement d'échelle des innovations nécessite de repenser en profondeur les stratégies et les modalités d'accompagnement mises en œuvre par les acteurs publics. Cette étude pointe les enjeux et identifie des pistes d'actions pour améliorer le rôle des acteurs publics.

► **Ensemble, accélérons !**

Etude CGET, Futurs Publics, SGMAP, 12/2015. 44 p.

Les initiatives innovantes existantes dans les territoires sont largement financées par les politiques publiques mais sans toujours prendre en compte leur potentiel de développement à une échelle plus large. Comment les repérer et les valoriser ? Comment les diffuser sur d'autres territoires ? Dans leur rapport « Ensemble, accélérons ! », le Secrétariat général pour la modernisation de l'action publique (SGMAP) et le Commissariat général à l'égalité des territoires (CGET) formulent un ensemble de préconisations pour accompagner l'essaimage et la généralisation d'expérimentations innovantes.

► [Rapport](#) ► [Synthèse](#)

A découvrir

Futurs Publics : innover pour moderniser l'action publique

L'innovation est un levier essentiel de modernisation de l'action publique. Pour l'encourager, le Gouvernement a mis en place le programme Futurs Publics, piloté par la DITP. Son rôle : expérimenter et tester, « en mode laboratoire » et à petite échelle, de nouvelles solutions aux défis du service public. Et développer au sein de l'administration un écosystème propice à l'innovation.

beta.gouv.fr : réseau des incubateurs de Startups d'État

Depuis 2013 l'État met en œuvre une nouvelle politique d'innovation, permettant à des « Startups d'État » d'être incubées pour développer des produits numériques centrés sur les usagers. La mission est d'améliorer le service public de l'intérieur en favorisant le passage à l'action d'agents publics.

Entrepreneur.e d'intérêt général : Faire du numérique un levier de transformation du service public

Programme promouvant l'innovation publique comme méthode et idéal au sein de l'administration.

Le principe : intégrer dans les administrations des personnes aux compétences pointues (datascience, développement, design) qu'elles n'ont pas en interne, pour expérimenter de nouvelles méthodes de travail et donner aux administrations les moyens d'accélérer des projets numériques à fort impact pour les citoyens. Programme porté par Etalab et bénéficiant du financement du Programme

d'investissements d'avenir.

L'Observatoire de l'innovation dans le secteur public

L'OCDE a mis au point un observatoire de l'innovation dans le secteur public (OPSI) qui recueille et analyse des exemples et des expériences partagées d'innovation du secteur public, et fournit des conseils pratiques aux pays sur la façon de faire fonctionner les innovations. L' OPSI offre un lieu de partage, de discussion et des solutions de co-création.

Agenda

► Journées (R)évolutions : politique de la ville et innovation

5 et 6 novembre 2018, à Lille

CGET / Préfecture des Hauts-de-France / Métropole européenne de Lille.

Objectif : construire une réflexion pérenne sur l'avenir de la Politique de la ville, réinventer les modes de faire et de penser.

► 39° Rencontre de la FNAU : de l'audace pour nos territoires #Design #Innovation

7, 8 et 9 novembre 2018, à Lille

FNAU / Agence de développement d'urbanisme de Lille Métropole / Métropole européenne de Lille

► Initiation à l'innovation publique

23 novembre 2018, à Paris

CGET / Lab 110 bis

Demi-journée d'initiation pour découvrir les grands principes de l'innovation publique.

Inscription gratuite et obligatoire

► Semaine de l'innovation publique : 5° édition

du 19 au 25 novembre, à travers toute la France

Direction interministérielle à la transformation publique (Ditp)

Découvrir ce que l'administration fait de plus novateur en matière de services publics.

► Appel à projet "Défis Cartes Blanches "

jusqu'au 7 décembre 2018

Direction interministérielle de la transformation publique (DITP) / Secrétariat général pour l'investissement (SGPI) / Caisse des dépôts et des consignations

7 français sur 10 jugent que l'Etat n'est pas innovant : êtes-vous prêt à relever le défi et prouver le contraire ? Vous êtes agent public, vous êtes convaincu qu'en s'y prenant autrement, on pourrait faire mieux ? Proposez le défi que vous souhaitez relever dans le cadre de l'appel à projet « Défis Cartes Blanches »

Commissariat général à l'égalité des territoires

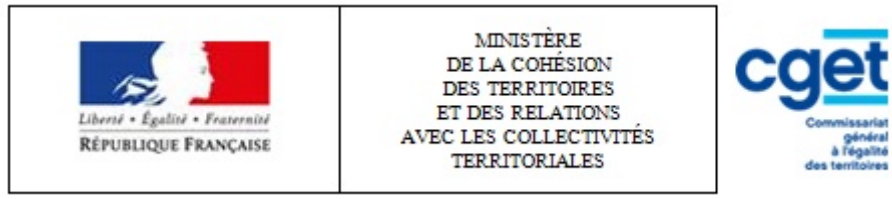
Conception : Isabelle Rican & Sylvère Geniaux / Service de veille - Direction des stratégies territoriales.

>> S'abonner : accès direct à [l'encart d'inscription](#)

>> Nous contacter : enquelquesclics@cget.gouv.fr

Conformément à la loi "Informatique et libertés" du 6 janvier 1978, vous pouvez accéder aux informations vous concernant, les rectifier ou vous opposer à leur traitement et à leur transmission éventuelle à des tiers en écrivant à : Commissariat général à l'égalité des territoires | Service

communication - 20 avenue de Ségur – TSA 10717 – 75334 PARIS CEDEX 07 ou en envoyant un courriel à l'adresse suivante : info@cget.gouv.fr



© 2017 CGET